

**LES PUBLICATIONS DE LA FONDATION
AU SUJET DE L'UKRAINE**



Depuis sa création, la Fondation Robert Schuman s'intéresse à l'Ukraine, sa relation avec l'Union européenne et ses enjeux géopolitiques. La Fondation vous propose une compilation des études qu'elle a consacrées à ce pays voisin de l'Union.

Les Grecs de la mer Noire, une diaspora importante mais hautement menacée

Alexia KEFALAS

22 mars 2022

Depuis le début de la guerre en Ukraine, malgré ses liens historiques avec la Russie, le ministère grec des Affaires étrangères a condamné l'invasion russe. L'Ukraine est le seul pays d'Europe ayant une communauté grecque aussi importante. Entre 100 000 et 150 000 Hellènes vivraient en Ukraine. Qui sont-ils ? Où vivent-ils ? L'auteure retrace leur histoire.

Le jour de l'Europe est-il arrivé ?

Antoine Cibirski

21 mars 2022

Dans la séquence de l'invasion russe de l'Ukraine, les Européens ont su répondre de façon rapide, ferme et unie : un régime de sanctions sans précédent a été adopté ; pour fournir des armes létales aux forces ukrainiennes et pour assister les réfugiés, des fonds ont été débloqués ; l'Allemagne, le Danemark la Finlande et la Suède changent leur rapport à la défense. Si le Sommet de Versailles a repris ces avancées, il s'agit maintenant de les inscrire dans la durée.

Le jerrycan ou la liberté

Éditorial de Jean Dominique Giuliani

20 mars 2022

Seules la force, la défaite ou la crainte de la subir peuvent faire reculer Poutine. Puisqu'on refuse d'utiliser des moyens militaires, ce qui serait le plus efficace serait de stopper tout achat d'énergie à la Russie dont le budget et les armes sont financés par la rente gazière et pétrolière, écrit Jean-Dominique Giuliani. En l'occurrence, le prix de notre liberté c'est le prix des privations.

Le Partenariat oriental à l'épreuve de la guerre en Ukraine

Pierre Mirel

14 mars 2022

Face à l'invasion de l'Ukraine, l'Union européenne a réagi rapidement et avec force en imposant le plus grand attirail de sanctions de son histoire, indique Pierre Mirel. Cependant, les bouleversements récents rendent le Partenariat oriental plus que jamais otage de la Russie. L'auteur revient sur la question de l'adhésion de la Géorgie, de la Moldavie et de l'Ukraine à l'Union européenne en insistant sur les risques qu'elle représente, il propose l'organisation d'une nouvelle "conférence d'Helsinki" afin de repenser la sécurité du continent européen.

L'Europe, seule face à son destin

Éditorial de Jean Dominique Giuliani

13 mars 2022

L'OTAN et ses alliés ont renoncé à dissuader Poutine d'agresser son voisin ukrainien. Il appartient aujourd'hui aux Européens de faire preuve de détermination et d'unité pour arrêter une tragédie qui peut en appeler d'autres, écrit Jean-Dominique Giuliani.

"L'invasion de l'Ukraine par la Russie est un moment de vérité pour l'Europe"

Elina Valtonen

7 mars 2022

Les réactions à l'agression russe ont prouvé que l'Union européenne pouvait définitivement parler le langage de la puissance, et ces événements constituent un moment clé pour franchir de nouvelles étapes d'intégration, estime la députée finlandaise, Elina Valtonen. Elle estime que les Ukrainiens combattent pour défendre leur liberté et leur vie, mais aussi pour défendre la démocratie et les valeurs partagées au sein de l'Union européenne.

De quelques vérités sur l'Ukraine et la Russie. Par un diplomate chevronné.

Entretien avec Jacques Faure

28 février 2022

L'invasion de l'Ukraine décidée par Vladimir Poutine le 24 février se base sur une très longue réécriture de l'histoire selon laquelle la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie formeraient un même peuple. Cette tragédie, véritable tournant pour le continent, est un test pour la cohésion de l'Union européenne, alors que les Ukrainiens se tournent massivement vers le modèle européen, relève l'ancien ambassadeur de France, Jacques Faure.

Face au cauchemar

Éditorial de Jean Dominique Giuliani

28 février 2022

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe est un acte criminel insensé que personne ne pouvait raisonnablement prévoir. Mais Vladimir Poutine a conforté, encouragé et vraisemblablement transformé l'Union européenne, qui agit avec détermination et rapidité, souligne Jean-Dominique Giuliani. La cause d'une Europe puissante sur le plan militaire et diplomatique a plus progressé en trois jours qu'en trente ans.

Comment arrêter la guerre ?

Éditorial de Jean Dominique Giuliani

24 février 2022

Les Européens ont appris de leur histoire que Poutine ne s'arrêtera pas là et les menaces qu'il a adressées au monde doivent nous éclairer. Faire cesser l'agression russe est une urgence impérative, dissuader de poursuivre cette folle entreprise est une priorité, quels que soient les moyens à utiliser, écrit Jean-Dominique Giuliani.

La Russie, l'Ukraine et le droit international

21 février 2022

Les actions russes en Ukraine - depuis 2014 - et les tensions auxquelles elles donnent lieu occultent les aspects juridiques de ces agressions ouvrant ainsi la voie à la propagande et aux

approximations. Pour contribuer à mieux comprendre les enjeux, la présente contribution se limite aux aspects juridiques d'une question, par ailleurs éminemment politique. Ce sont, en effet, une rupture spectaculaire de l'ordre international et une violation d'engagements et de traités signés par un membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations unies qui sont inédites depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'Europe et le chantage russe

Éditorial de Jean Dominique Giuliani

23 janvier 2022

Contrairement à sa propagande, ce ne sont pas les menaces militaires qui inquiètent la Russie, c'est la présence à ses limites de l'Ouest d'un grand ensemble pacifique, riche et démocratique qui met en évidence ses échecs. Face aux gesticulations du régime de Poutine, les Européens doivent faire preuve d'unité et s'occuper de leur défense commune, constante Jean-Dominique Giuliani.

Le 23e sommet Union européenne-Ukraine à l'heure des changements

Milàn Czerny

11 octobre 2021

Le 24 août 2021, l'Ukraine a célébré le 30e anniversaire de son indépendance, occasion pour son président, Volodymyr Zelensky, de mobiliser une rhétorique patriotique et d'engager d'importantes actions diplomatiques. Toutefois, le dirigeant ukrainien est confronté à d'importants défis, dont l'augmentation des cas de Covid-19, l'intensification de la pression russe et le refus des États européens et des États-Unis de répondre aux attentes de Kiev. Le sommet Union européenne-Ukraine, prévu le 12 octobre prochain, pourrait être l'occasion de réfléchir à ces difficultés et, plus spécifiquement, pour l'Union européenne de clarifier sa position vis-à-vis de son voisin oriental.

Enjeux et perspectives de l'élection présidentielle ukrainienne

Iris Muraz

25 mars 2019

À moins d'une semaine du premier tour de l'élection présidentielle ukrainienne de 2019, cette étude analyse les principaux enjeux de ce scrutin dans un pays en pleine recomposition politique, marqué par cinq années de guerre non déclarée avec la Russie ? Après avoir posé le contexte dans lequel s'inscrit le scrutin, il s'agira dans cet article d'en comprendre les principaux enjeux sécuritaires, politiques, sociaux et économiques (poids du conflit armé dans le Donbass, réformes et attentes sociales, jeux de pouvoir entre oligarques) au cœur des stratégies électorales des candidats. Ce travail nous permettra de dévoiler un jeu d'acteurs économiques et politiques complexe, témoin d'un système politique encore fortement marqué par la corruption, qui freine la mise en œuvre des réformes initiées en 2014 dans le pays et qui nourrit un sentiment de défiance croissant des Ukrainiens vis-à-vis de leurs élites politiques. L'objectif sera aussi de replacer ce scrutin au cœur de mécanismes internationaux plus larges, en analysant le regard que portent l'Union européenne et la Russie sur ce scrutin. Enfin, une attention particulière sera portée au rôle des acteurs de la société civile ukrainienne dans ce prochain cycle électoral (législatives en octobre 2019 et locales en 2020), à l'initiative de nouvelles dynamiques dans le pays depuis la Révolution de la Dignité de 2013-2014.

La Russie et l'Occident : dix contentieux et une escalade inévitable ?

Maxime Lefebvre

25 janvier 2016

On a pu avoir l'illusion, à la fin de la guerre froide, que l'effondrement du bloc communiste et la désintégration de l'URSS, concomitants de la défaite de Saddam Hussein contre la "communauté internationale" unanime en 1991, annonçaient l'avènement d'un "nouvel ordre mondial" (George Bush père), le triomphe des valeurs occidentales de la démocratie et de l'économie libérale (la "fin de l'Histoire" de Fukuyama), et l'unification du continent européen (la "maison commune" de Gorbatchev). Les guerres qui ont accompagné l'éclatement de la Yougoslavie ont vite rappelé à la réalité et au "retour de l'histoire" (Guillaume Parmentier).

La Russie, l'Ukraine et le droit international

Jean-Dominique Giuliani

16 février 2015

L'appréciation des événements survenus en Ukraine du fait des actions russes récentes donne lieu à une véritable confusion, qui permet à la propagande, aux approximations et à l'invocation du passé, de prendre trop souvent le pas sur une analyse rationnelle. Pour contribuer à mieux comprendre les enjeux, la présente contribution se limite aux aspects juridiques d'une question, par ailleurs éminemment politique. Elle ne saurait faire fi du ressentiment russe, de la volonté des Ukrainiens de s'affranchir de la tutelle de leur grand voisin ou des intérêts nationaux en cause ; elle en analyse seulement les conséquences sur le droit international.

La Politique européenne de voisinage à l'épreuve de la crise ukrainienne

Gilles Lepasant

6 octobre 2014

Un mois après la signature du Traité de l'Union économique eurasienne entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie à Astana, l'Union européenne a signé le 27 juin 2014 avec l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie un accord d'association. Si l'ancien Président de la Commission, Romano Prodi, qui initia la Politique européenne de voisinage (PEV) voyait en elle la possibilité de créer un "cercle d'amis", le continent européen est en réalité partagé entre deux processus d'intégration régionale concurrents et incompatibles. La crise ukrainienne ouverte par l'irruption, 10 ans après la Révolution orange, de la société civile a en effet provoqué non seulement un renouvellement du régime en place à Kiev mais également une intervention de la Russie en Crimée et dans le Donbass. Quelle que soit l'issue de la crise, le projet de la Russie de renforcer son emprise sur son "étranger proche" se heurte à l'attachement de ses voisins à leur indépendance et invite à s'interroger sur la finalité et les moyens de la Politique européenne de voisinage.

« Tout montre que le “soulèvement” de la Crimée, puis des régions russophones de l’est en avril, a été le fait d’une minorité d’activistes bien organisés soutenus depuis l’extérieur »

Entretien avec Maxime Lefebvre

5 mai 2014

Alors que les observateurs de l'OSCE ont été libérés le 3 mai 2014 après huit jours de captivité, la Fondation Robert Schuman publie un entretien d'Europe avec Maxime Lefebvre,

ambassadeur de la France auprès de l'OSCE. Faisant le point sur la crise russo-ukrainienne, il explique que "tout montre que le "soulèvement" de la Crimée, puis des régions russophones de l'est en avril, a été le fait d'une minorité d'activistes bien organisés soutenus depuis l'extérieur".

Ukraine : après la Conférence de Genève, l'enjeu des sanctions demeure

Olivier Marty

22 avril 2014

En avril 2014, la situation ukrainienne demeure instable et pourrait, dans l'éventualité d'un non-respect manifeste des engagements pris à Genève par les parties, conduire à de nouvelles sanctions. Si les États-Unis sont depuis le début de la crise à l'offensive à ce sujet, les pays européens n'adopteront vraisemblablement qu'une approche prudente en raison de leurs intérêts économiques nombreux et différents. Les mesures d'aide européenne à l'Ukraine en matière financière et gazière demeurent néanmoins substantielles.

"Il n'y a pas eu de "référendum" en Crimée, cela n'a été qu'une parodie"

Entretien avec Mykola Riabchu

24 mars 2014

La Fondation Robert Schuman publie un entretien d'Europe avec Mykola Riabchuk, chercheur à l'Institute Of Political and nationalities Studies à Kiev sur la situation en Ukraine.

Cold War II

Éditorial de Jean Dominique Giuliani

23 mars 2014

Jean-Dominique Giuliani réagit à l'attitude hostile de la Russie en Ukraine et notamment en Crimée et écrit que, « première puissance économique et commerciale de la planète, l'Europe doit d'ailleurs prendre conscience qu'elle est 'voisine du monde entier', c'est-à-dire que ses intérêts sont globaux et mondiaux. Et qu'à l'usage de la force brutale on ne saurait répondre seulement par le dialogue, que la diplomatie n'est crédible que lorsqu'elle est appuyée sur une ferme volonté, rendue crédible par outil militaire fort. Pour garantir la paix ».

Ukraine : l'Europe et la Russie ?

Éditorial de Jean Dominique Giuliani

3 mars 2014

Jean Dominique Giuliani revient sur les tensions entre l'Europe et la Russie au sujet de l'Ukraine et incite le couple franco-allemand à entamer une action conjointe ayant un impact plus fort que la privilégiée "voie diplomatique" qui ne semble pas porter ses fruits.

« Aux Européens de faire preuve de plus de cohérence vis-à-vis de cet interlocuteur nécessaire (la Russie), mais d'autant plus difficile qu'il n'est pas aussi assuré qu'il le laisse paraître ».

Entretien avec Philippe de Suremain

9 décembre 2013

L'échec des négociations avec l'Europe au sommet de Vilnius a provoqué de très importantes manifestations en Ukraine et en riposte une répression brutale. La Fondation Robert Schuman donne la parole à l'ancien Ambassadeur de France à Kiev pendant la Révolution Orange et membre du comité scientifique de la Fondation, Philippe de Suremain, qui a joué, avec ses collègues occidentaux, un rôle essentiel pour préserver au pays son caractère pacifique. Dans cet entretien, Philippe de Suremain explique quelle pourrait être l'évolution de la situation dans les jours à venir.

UE-Ukraine : au-delà d'un scrutin juste et transparent

Ildar Gazizullin

15 octobre 2012

L'avenir de la coopération UE-Ukraine dépendra du déroulement des prochaines élections législatives, mais aussi des progrès de l'Ukraine concernant la mise en œuvre des réformes prévues par l'Agenda d'association. Le seul scénario positif pour l'Ukraine consisterait à démarrer l'application unilatérale de l'Accord d'association (AA) avant même que le traité ne soit signé par les deux parties. Ces mesures produiraient des effets bénéfiques sur une économie affaiblie et prouveraient que Kiev persiste sur la voie de l'intégration européenne.

L'instrumentalisation de la justice en Ukraine : dérive autoritaire d'un homme ou logique de développement politique ?

Alla Lazareva

23 juillet 2012

Durant ses 21 ans d'indépendance, l'Ukraine a connu plusieurs périodes : la stagnation postsoviétique de Léonid Kravtchouk, l'imitation de réformes sous Léonid Koutchma, l'anarchie durant la période de pouvoir de Victor Iouchtchenko et, enfin, le temps de la justice arbitraire et l'apparition de prisonniers politiques avec Victor Yanoukovitch.

L'Ukraine en proie à la "colonisation" économique russe ?

Sophie Lambroschini

17 octobre 2011

La position de l'Ukraine à l'égard de la Russie s'est encore fragilisée avec la condamnation de l'ancienne Premier ministre Ioulia Timochenko à sept ans de prison pour abus de pouvoir, décision judiciaire condamnée tant par Moscou que par l'Union européenne. Inscrite aux yeux du Kremlin dans l'orbite géopolitique russe, l'Ukraine est préoccupée par l'ascendant de son puissant voisin dans leurs rapports économiques - une tension bilatérale illustrée par un durcissement du ton de part et d'autre et aux conséquences encore incertaines. Cette étude propose une appréciation de la puissance économique russe en Ukraine au-delà du volet classique du gaz afin d'en évaluer l'impact sur l'Ukraine et les relations avec l'Union européenne.

Relations Ukraine-Union européenne : Quelles évolutions depuis l'élection de Viktor Ianoukovitch ?

Emmanuelle Armandon

26 septembre 2011

Au lendemain de son élection à la présidence de l'Ukraine en février 2010, Viktor Ianoukovitch s'est d'emblée démarqué de son prédécesseur en renouant des liens étroits avec la Russie. Mais le nouveau président ukrainien n'a pas pour autant négligé les contacts avec l'Union européenne. Les négociations bilatérales ont progressé et pourraient même déboucher, à la fin de l'année 2011, sur la signature d'un accord d'association. L'approfondissement du partenariat entre Kiev et Bruxelles risque toutefois d'être remis en cause par la dérive autoritaire du régime ukrainien.

Élection présidentielle en Ukraine : la revanche de Viktor Ianoukovitch

Mathilde Goanec

15 février 2010

L'élection présidentielle ukrainienne de 2010 a sonné le glas de l'époque "orange". Viktor Iouchtchenko, président élu en 2004, a été éliminé dès le 1er tour, alors que la Premier ministre Ioulia Timochenko, ancienne égérie de Maïdan, a perdu contre le chef de l'opposition, Viktor Ianoukovitch. Le scrutin, jugé plutôt démocratique, a surtout mis en lumière le manque de stratégie à long terme et le populisme des principaux acteurs, peu diserts sur leurs solutions pour sortir le pays de la crise économique et de l'instabilité chronique dont il souffre. Sur le plan géopolitique, la victoire de Viktor Ianoukovitch signifie la reprise certaine de relations cordiales avec la Russie, sans pour autant condamner les ambitions européennes de l'Ukraine.

Les vestiges du mur de Berlin, vingt ans après : quels enjeux pour la Russie et l'Ukraine ?

Miroslav Popovitch

11 janvier 2010

Dans cette étude parue vingt ans après la chute du mur de Berlin, les auteurs reviennent sur la chute du mur, sur les conséquences de l'effondrement du bloc soviétique, sur le statut de la Russie et sur sa relation avec l'Ukraine.

La crise du gaz entre l'Ukraine et la Russie : un défi majeur pour l'Europe

Marc-Antoine Eyl-Mazzega

26 janvier 2009

Cette crise mérite un examen approfondi tant elle est sérieuse, inédite et complexe, car elle mêle des enjeux commerciaux, économiques et géopolitiques et soulève la question des relations gazières avec la Russie, de la sécurité énergétique de l'UE, mais aussi de la stabilité de celle-ci par rapport à ses voisins directs et indirects sur son flanc oriental. Elle est le résultat en particulier de l'opacité des négociations entre l'Ukraine et la Russie dont les enjeux sont difficiles à saisir tout autant que le rôle, les intérêts et l'influence d'hommes de l'ombre. Loin d'être simplement commerciale, cette crise éminemment politisée sert des intérêts qui ne sont pas compatibles avec le partenariat que l'UE souhaite développer avec la Russie et qui repose sur la coopération et non sur le rapport de force.

Dégazage russe

Éditorial de Jean Dominique Giuliani

6 janvier 2009

Le 1er janvier 2009, Gazprom a décidé de suspendre ses livraisons à l'Ukraine, qui ne se serait pas acquittée de toutes ses dettes à son égard et aurait marqué son désaccord avec les prix proposés pour le reconduire. Le 5 janvier, prétextant que celle-ci utilisait pour ses besoins une partie du gaz destiné, via l'Ukraine, aux pays de l'Union européenne, le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, demandait à Gazprom de réduire ses livraisons vers l'Europe. Une nouvelle crise du gaz s'ouvrait, comme celle qui avait alarmé les pays européens en 2006. D'abord tranquilisée par des stocks importants, l'Union européenne renvoyait les plaideurs à ce qu'elle considérait comme un différend commercial. Mais l'impact sur ceux de ses membres les plus à l'Est l'oblige désormais à agir. Il est trop tôt pour pouvoir tirer les leçons d'une crise en cours, mais Jean-Dominique Giuliani note trois premières certitudes qui semblent se dégager.

Le sommet UE-Ukraine du 9 septembre 2008 : vers un tournant historique et stratégique ?

Marc-Antoine Eyl-Mazzega

8 septembre 2008

Près de 4 ans après la "Révolution orange", cette étude vise à examiner l'état d'avancement de la transformation politique et économique de l'Ukraine, en dressant un bilan des politiques de l'Ukraine dans le domaine gazier et des développements qui ont eu lieu dans les relations avec la Russie. Il se propose d'analyser les défis stratégiques auxquels le pays doit faire face et sa capacité à les surmonter. Alors que l'Union européenne et l'Ukraine s'apprêtent à conclure un nouvel accord de coopération, de nombreuses et lourdes incertitudes subsistent sur la stabilité de l'Ukraine, susceptibles d'affecter à la fois son avenir politique et économique, mais aussi la sécurité énergétique et la stabilité de l'Union européenne.

Ukraine, Biélorussie : Deux élections pour deux transitions

Alexandra Goujon

6 mars 2006

Depuis leur indépendance en 1991, l'Ukraine et la Biélorussie se sont engagées dans deux voies distinctes de la transition politique. La question de la démocratisation est au cœur du débat public en Ukraine tandis qu'en Biélorussie, l'arrivée au pouvoir d'Alexandre Loukachenko en 1994 a conduit à l'instauration d'un régime autoritaire. Les élections qui vont se dérouler dans

ces deux États au mois de mars soulèvent donc des enjeux différents. L'élection présidentielle du 19 mars en Biélorussie permettra de conforter ou de défier le régime en place, dans un contexte où le choix des électeurs est réduit par le monopole médiatique du président sortant et la répression menée contre l'opposition. Les élections législatives du 26 mars en Ukraine devraient permettre, un peu plus d'un an après la Révolution orange, de confirmer ou de rejeter l'alternance politique de 2004 construite autour de Viktor Iouchtchenko, en lui accordant ou en lui refusant une majorité au Parlement.

Ukraine un an après la révolution orange.
Quels enjeux pour les législatives de mars 2006 ?

Sophie Lambroschini

28 novembre 2005

Le premier anniversaire de la "Révolution orange" coïncide avec le début de la campagne pour l'élection des 450 députés du "Conseil suprême" (Verkhovna Rada), le 26 mars 2005. L'issue de ces élections législatives est incertaine pour le Président Iouchtchenko. Au moins depuis le limogeage de son Premier ministre, Ioulia Tymochenko, au mois de septembre dernier, l'électorat "orangiste" de 2004 est divisé. Les plus radicaux reprochent au président d'avoir fléchi devant l'influence économique des oligarques. Ces élections se tiendront de surcroît dans un contexte nouveau, celui de l'entrée en vigueur d'une réforme constitutionnelle qui réduit les pouvoirs du président au bénéfice du Parlement.

Les enjeux politiques du changement de pouvoir en Ukraine

Alexandra Goujon

21 février 2005

L'élection présidentielle de 2004 était considérée en Ukraine, mais aussi en Europe et aux États-Unis, comme décisive pour l'évolution politique du pays. Les deux principaux candidats du scrutin, Viktor Iouchtchenko, leader de l'opposition depuis 2001, et Viktor Ianoukovitch, Premier ministre sortant soutenu par la majorité présidentielle, renvoyaient à deux alternatives politiques différentes que la lutte politique a pourtant caricaturées.

Alors que Ianoukovitch représentait une certaine continuité avec le régime précédent permettant le maintien au pouvoir des clans oligarchiques et le développement de relations privilégiées avec la Russie, Iouchtchenko symbolisait une rupture avec l'ère Koutchma en proposant un programme centré sur la mise en place de réformes économiques, l'affirmation de l'indépendance de l'Ukraine et son adhésion à l'Union européenne.

L'Ukraine dans la sécurité énergétique de l'Europe

Ilya Gamaliy

27 mai 2002

Le pays qui semblait être lors de son indépendance en août 1991 le mieux préparé des républiques de l'URSS a trompé les attentes des observateurs étrangers et de sa propre population. La perte de la moitié du PIB entre 1991-99 et la chute du niveau de la vie qui en a résulté ainsi que des problèmes avec la transparence de l'État et les limites de la société de droit ont fait de l'Ukraine un pays en difficulté.

Les relations Ukraine/OTAN : Réalisations, problèmes et perspectives

Camille Roux

6 mai 2002

Dans le système des relations entre l'Ukraine et l'OTAN, système fondé sur des principes démocratiques, trois acteurs principaux peuvent être identifiés : Les structures officielles décisionnelles de l'Ukraine et de l'OTAN, qui ont en charge directement le processus de coopération. Les pays partenaires concernés par cette coopération. Enfin, les relais de la société civile qui établissent un lien entre la population et les autorités, contrôlent ces dernières et forment l'opinion publique, particulièrement dans le cas de la coopération entre l'Ukraine et l'OTAN.

L'Ukraine et ses régions

Camille Roux

25 mars 2002

Comme beaucoup d'autres États issus de l'ex-Union soviétique, l'Ukraine est engagée dans un processus de construction de son identité, tout en ayant à gérer les problèmes économiques et politiques liés à la transition démocratique et au passage à l'économie de marché. Après dix ans d'indépendance, l'Ukraine n'a pas connu de soulèvements régionaux, ou de conflits opposant un groupe majoritaire à un groupe minoritaire, en dépit des craintes exprimées par certains analystes au lendemain de l'éclatement de l'URSS. Toutefois suite aux revendications de certaines régions en vue de diminuer les disparités économiques ou la perception des différences culturelles et linguistiques, on peut se demander si ce calme apparent va perdurer, ce qui pourrait alors menacer la stabilité du pays.

La question est donc de savoir si ces différentes régions ont tendance à s'homogénéiser au regard des choix politiques, participant de fait à la construction d'une véritable communauté politique ukrainienne, ou bien si, au contraire, ces clivages régionaux persistent.